



9 OU 11? L'organisation de la commune

prend forme, mais les partis ne partagent pas la même vision de son profil.

La politique s'invite autour de la table

LAURENT SAVARY

Si la fusion devait être acceptée le 14 juin, Crans-Montana aura un tout autre visage politique que celui des quatre communes actuelles. Présentation des enjeux.

Plutôt onze conseillers que neuf

Le projet présenté pour la fusion propose un Conseil à neuf. Au moment de passer à la version définitive du contrat de fusion, il se pourrait bien que le nombre s'élève à onze. Au sein des différentes forces politiques en présence dans les quatre communes, les avis sont très partagés.

Pour les PLR, Johnny Glettig défend clairement un nombre restreint de conseillers. «Neuf est un bon chiffre. C'est la compétence qui prime.» Les arguments sont les mêmes du côté de la nouvelle section de l'UDC Crans-Montana et son président Enzo Colagioa. «On doit avoir plus de professionnalisme. Pour un nouveau parti comme le nôtre, le choix de onze nous donnerait peut-être plus de chances d'avoir un représentant, mais la priorité est à l'efficacité.»

Porter le nombre de conseillers à onze est une volonté d'encourager la représentativité des anciennes communes, surtout la plus petite, Mollens. Mais pas seule-

ment. «On aura aussi une chance d'avoir des représentants des différentes altitudes», note Claude Naoux, président des jaunes de Chermignon.

Tous reconnaissent pourtant qu'il n'y a aucune garantie d'assurer un élu à une commune ou à un village spécifique. «Je ne me fais pas de soucis pour ça, les partis joueront le jeu sur leur liste», affirme Laurent Tschopp, du collectif PDC. «Les gens vont voter d'abord pour leur village avant de voter pour un parti.» Un peu à l'image de Savièse, qui réussit à faire élire deux conseillers nationaux.

Cette version à onze pourrait rester transitoire. «Il y aura énormément de travail au début qui justifie ce nombre qui pourrait ensuite être réduit à neuf plus tard.»

Que vont devenir les blancs, les jaunes, les gris, Démarche citoyenne ou l'Entente communale?

Les partis typiquement communaux, très présents à Chermignon, feront probablement les frais de la fusion. Sous leur forme actuelle du moins. «Ils n'existeront certainement plus en tant que parti», reconnaît Alexandre Borgeat, président des blancs de Chermignon. «Par contre, ils resteront actifs tant au

niveau de la bourgeoisie et des fanfares.» Christian Barras, président des gris, «reconnaît que les partis perdront clairement de leur force».

Mais leur influence pourrait tout de même survivre. «Le réseau subsistera et permettra de faire passer un élu dans la nouvelle commune», affirme Claude Naoux, président des jaunes. «Il pourrait aussi faire passer un élu qui ne sera pas forcément sur une liste PDC, en misant sur la personne plutôt que le parti.»

A Montana, au sein de la Démarche citoyenne, on voit trois variantes possibles. «On peut imaginer une dissolution et une dispersion des forces dans les partis constitués», relève Ambroise Bonvin. «On pourrait aussi s'approcher d'un parti existant au niveau cantonal, qui n'a pas de section sur le Haut-Plateau.» Les Verts libéraux s'approchent des idées de centre droit de la formation de Montana.

DEMAIN UNE DRÔLE DE CAMPAGNE

Le troisième volet de notre série abordera la question de la campagne en vue de ce vote historique. Les opposants ne se sont pas constitués sous la forme d'un comité, comme dans la majorité des votations, pour présenter leurs arguments. Du coup, la campagne se déplace sur la Toile via les réseaux sociaux.

À DÉFINIR Il pourrait bien y avoir onze sièges autour de la table du Conseil de Crans-Montana. Les partis cantonaux devraient trouver leur place, contrairement aux petits partis communaux. INFO-NF

Enfin, une dernière variante pourrait être la constitution d'un parti citoyen sur plusieurs communes. Une option qui ne devrait pas être suivie par l'Entente communale de Mollens. «Une section du PLR a été lancée sur la commune. On hésitait déjà à se mettre sous cette bannière. En cas de fusion on s'orienterait vers le PLR», explique Fanny Garcia Clavien.

Cette redistribution des cartes pourrait aussi voir l'émergence d'une section Haut-Plateau du parti socialiste», explique Didier Clavien, responsable de la fédération du district. «On pourrait ainsi placer des candidats.»

Pas de leaders qui se dégagent

Lors des discussions pour la fusion d'Anniviers, un leader naturel se profilait très clairement en

la personne de Simon Epiney. A Crans-Montana, la donne est très différente puisque personne n'émerge vraiment.

«Si la fusion se fait, je pense que certains sortiront», avance pour sa part Enzo Colagioa de l'UDC. «C'est peut-être aussi un avantage de ne pas avoir quelqu'un qui se dégage», affirme Alexandre Borgeat des blancs de Chermignon. «Il pourrait cristalliser contre lui tous les problèmes.»

Pour tous les interlocuteurs, une partie des vingt représentants en place aujourd'hui doivent continuer. «On doit prendre les meilleurs en place. Cela ira plus vite, car ils connaissent les dossiers», relève Johnny Glettig pour le PLR.

Le travail des quatre présidents qui mènent ce projet semble porter ses fruits et nombreux sont ceux qui partagent l'avis de Claude Naoux, des jaunes. «Les présidents font un très bon travail et l'un d'eux pourrait très bien assurer ce rôle.» Reste à savoir lequel. ○

L'AVIS DES PARTIS DU HAUT-PLATEAU

PLR

Oui «Les électeurs auront une chance unique de se montrer visionnaires en dotant enfin la région économique et touristique de «Crans-Montana» – incluant la station et les villages – d'un pouvoir politique fort, de processus de décisions simplifiés et d'une entité mieux armée pour faire entendre sa voix. Celle qui deviendrait la sixième commune du Valais bénéficierait, en plus d'une capacité de financement consolidée, d'une harmonisation fiscale permettant une baisse d'impôts, ainsi que d'une aide cantonale non négligeable de 5,8 millions. Enfin, il devient urgent de s'élever au-dessus des luttes partisans ou des intérêts individuels pour réaliser que les identités et les particularités de chacun seront plus utiles en s'alliant qu'en se confrontant: commençons par fusionner quatre communes pour finir à six!»

JAUNE (Chermignon)

Oui «Le comité du parti jaune de Chermignon soutient unanimement ce projet. Il faut bien comprendre que nous parlons de fusion des administrations communales qui ont notamment pour tâches la gestion du territoire et son aménagement, la police, le service du feu, les finances, l'approvisionnement en eau et en énergie, l'éducation, l'aide sociale et la promotion économique. Il semble évident au comité que ces domaines ont tout à gagner d'être regroupés. Dans l'immédiat, rien ne devrait changer, mais à moyen terme, les économies d'échelles, la clarification de la gestion du territoire et la vision claire de notre promotion économique vont être un plus indéniable pour les citoyens de notre nouvelle commune. Cette fusion volontaire et responsable est un message d'espoir pour nos générations futures.»

LE FACE-À-FACE CITOYEN: MONTANA

► STÉPHANIE BEARPARK

«Je suis née et j'ai toujours habité Chermignon jusqu'à il y a cinq mois où j'ai déménagé à Montana-Village. Je travaille à l'École des Roches à Bluche sur la commune de Randogne. Comment pourrais-je être contre la fusion puisque au quotidien je fréquente trois des quatre communes? Plus précisément, je pense que c'est l'unité qui nous permettra d'enfin mener des projets de longue date à bout, des projets qui jusqu'ici n'avaient

pas vu le jour de par le souci de chacune des entités concernées à faire passer son propre intérêt avant celui de la collectivité. Oui pour la fusion, oui à l'avenir pour les jeunes ainsi que pour nos enfants. J'aimerais pouvoir dire que je ferais partie de l'une des plus grandes communes du Valais, que ma municipalité mettra en commun toutes ses ressources pour de nouveaux projets tout en restant économe. Pour terminer, j'aimerais que nos communes s'unissent pour amener le meilleur et pour garantir le futur de la jeune génération. Unissons-nous pour un avenir radieux.»

POUR

«L'unité nous permettra de mener des projets à bout.»

STÉPHANIE BEARPARK
23 ans, Montana,
employée de commerce. DR

► MAURICE ROBYR

«La fusion des communes entraîne la perte de son identité. Montana, berceau de la station. Montana a vu naître le premier hôtel en 1892. On ne parle que du Haut-Plateau. Les citoyens des villages sont-ils des citoyens de deuxième zone?»

La liberté, on la perdra tout comme les droits populaires. Les finances, pas un seul projet d'économies. On garde tout comme avant. Bureaux communaux, services techniques, techniciens de cadastre et toutes les jeeps, etc. En optant pour le régime fiscal de Chermignon, la nouvelle commune enregistrerait un «manque à gagner» de 650 000 francs par an. Ce montant «manquant» pourrait aussi être utilisé pour les amortissements du capital emprunté. Pas un mot sur ce sujet. Ne soyons pas dupes, les impôts augmen-

teront! Et puis, s'il vous plaît: la vérité sur la nouvelle marge d'autofinancement à la vue des investissements en cours?

Citoyens de Montana, ne perdons pas notre identité, notre liberté. Ne perdons pas le nom de notre commune «Montana», conservons le pouvoir de décision entre nos mains.»

MAURICE ROBYR
67 ans, Montana, employé
de commerce à la retraite. DR

teront! Et puis, s'il vous plaît: la vérité sur la nouvelle marge d'autofinancement à la vue des investissements en cours?

Citoyens de Montana, ne perdons pas notre identité, notre liberté. Ne perdons pas le nom de notre commune «Montana», conservons le pouvoir de décision entre nos mains.»

CONTRE

«Les citoyens des villages sont-ils des citoyens de 2e zone?»

LE VOTE DES ÉLUS

Dans cette série, nous publierons l'avis des membres des quatre Conseils communaux qui pourraient fusionner le 14 juin.

CHERMIGNON: 100% POUR

Le Conseil communal de Chermignon est unanime en faveur de la fusion. **Les blancs** Jean-Claude Savoy, Romaine Duc Bonvin et **les jaunes** Joseph Bonvin, Jérémie Rey et Alain Mittaz n'hésitent pas à l'afficher puisque leurs noms figurent sur le site internet de la fusion.

RANDOGNE: 80% POUR

Les membres **PLR** du Conseil communal de Randogne Nicolas Féraud et Yves Klingler, tout comme les deux **PDC**, Olivier Maehli et François Berclaz, soutiennent la fusion.

La **socialiste** Madeleine Vocat Mayor ne souhaite pas s'exprimer sur son vote.

